

Camp d'été décolonial interdit aux «blancs».



Article rédigé par *Alexis Feertchak*, le 30 août 2016

[Source : Le Figaro Vox]

FIGAROVOX/ENTRETIEN - Un camp d'été «décolonial» interdit aux «blancs» se tient à Reims du 25 au 28 août 2016. Pour Laurent Bouvet, une partie de l'«antiracisme» devient le miroir inversé de l'extrême-droite identitaire.

FIGAROVOX. - Un camp d'été décolonial se tient du 25 au 28 août 2016 dans un centre de séjour à Reims. Les organisatrices expliquent que celui-ci s'adresse aux victimes du «racisme structurel» et qu'il exclut dès lors les personnes blanches. L'antiracisme est-il devenu raciste?

Laurent BOUVET. - Il y a une forme de racisme en effet dans cette exclusion puisqu'elle s'appuie non pas sur les idées ou les comportements de ceux qui sont exclus mais sur une de leurs caractéristiques physiques, la couleur de leur peau.

Ce qui soulève, comme toujours en pareil cas, bien des questions: à partir de quel moment est-on «blanc» ou «noir»? Quid du métissage, dont il faut rappeler, inlassablement, qu'il est la preuve même de l'inexistence des «races humaines»? Comment justifier qu'on lutte contre une discrimination, raciale en l'occurrence, en provoquant un même type de discrimination à son tour?

Bref, il y a là beaucoup de cynisme, de manipulation et, reconnaissons-le, un sens aigu de la communication de la part des organisateurs de cette manifestation qui sans cette publicité n'aurait eu aucun écho.

J'ajouterai que combattre le racisme mérite mieux que ça, et que ce doit être l'affaire de tous, sans aucune distinction. C'est une garantie non seulement de légitimité de ce combat mais encore d'efficacité. Supposer que, parce qu'on a telle ou telle couleur de peau ou parce que l'on vit des expériences différentes, on ne pourrait pas partager les mêmes valeurs et mener un combat commun, c'est réduire l'humanité de l'Homme, c'est l'abaisser.

Le site internet précise que le camp d'été est réservé uniquement aux personnes subissant à titre personnel le «racisme d'État». Comment comprendre cette formule? N'est-ce pas Manuel Valls lui-même qui avait utilisé le terme d'Apartheid?

Depuis des années se développe, dans le milieu associatif anti-raciste et de lutte pour les droits de l'Homme, ainsi que dans la recherche en sciences sociales, l'idée qu'il y aurait un racisme d'État. Cette idée n'est pas toujours définie précisément ni de la même manière par les différents auteurs et acteurs qui la mettent en avant. Parfois, il s'agit d'une dénonciation pure et simple de l'action publique, notamment de la police, qui discriminerait telle ou telle population au regard de son origine. D'autres fois, il s'agit d'un synonyme de postcolonialisme, qui vise à dénoncer un esprit d'ensemble de la société française, dont la partie «dominante»

(blanche, occidentale, chrétienne, laïque...) serait encore empreinte de colonialisme et témoignerait d'un racisme à l'égard des descendants des populations colonisées venues en France après les indépendances.

Cette formule est donc assez instable, mal définie et surtout utilisée dans un but davantage politique (la critique de l'État, de la République, de la laïcité...) que d'une meilleure connaissance de la société. Elle permet une explication globalisante qui règle toutes les difficultés d'explication d'un certain nombre de phénomènes sociaux. Ainsi, cela permet-il par exemple de ne pas se poser la question de la réussite en termes scolaires, économiques ou sociaux de certaines populations immigrées issues d'anciennes colonies par rapport à d'autres.

Une telle formule conduit surtout à ne pas décortiquer les mécanismes concrets de la discrimination raciale, et donc à ne pas prendre les mesures les plus efficaces contre celle-ci. C'est d'ailleurs ce qui est le plus étonnant puisque cela signifie que le but affiché et les moyens mobilisés par cette dénonciation du «racisme d'État» sont totalement dissociés. Sans même parler du résultat, totalement inefficace.

L'usage du terme «apartheid» par le Premier ministre est en effet étrange. Il contribue, en voulant utiliser une image forte à propos de la relégation urbaine ou de la ségrégation sociale de certaines populations aujourd'hui en France à raison de leur origine, à nourrir cette idée d'un «racisme d'État» ou du moins consenti sinon organisé - l'apartheid étant un système de racisme voulu et organisé par l'État. Je ne suis pas certain que le Premier ministre ait atteint, lui non plus, le but qu'il s'est fixé en parlant ainsi.

Le site de l'événement précise aussi que «*le camp s'inscrit dans la tradition des luttes d'émancipations décoloniales anti-capitalistes et d'éducation populaire*». Quelles sont les origines idéologiques de tels mouvements?

Ce «camp» participe, si l'on suit cette auto-description, de plusieurs traditions de mobilisation politique et sociale. Celle de la lutte anti-coloniale (dans le cadre du postcolonialisme dont on parlait plus haut), celle de l'anti-capitalisme et celle, donc de l'éducation populaire. Pourquoi pas. Il n'y a pas de raison, a priori, de contester le rattachement par ses organisateurs à ces différentes traditions.

Concernant le postcolonialisme, c'est assez clair en effet. Pour ce qui est de l'anti-capitalisme, c'est plus flou. On comprend bien que certains mouvements d'extrême-gauche participent à ce «camp» et partagent les analyses et les revendications qui y sont affichées mais ce n'est pas ce qui ressort de prime abord. On peine à voir dans les motivations des organisateurs du camp une quelconque cohérence idéologique du point de vue de la contestation du capitalisme sinon par une invocation jamais très précise de l'intersectionnalité des luttes (sociales, raciales et féministes). On est loin de toute vision marxiste, par exemple, dans la manière dont sont comprises les notions d'égalité ou d'aliénation. Enfin, concernant l'éducation populaire, qui repose dans l'histoire de la gauche française sur une tradition laïque, universaliste et d'ouverture à tous sans aucune distinction, de «race» notamment, disons pour rester poli que les organisateurs se moquent du monde.

De manière générale, le procédé, bien connu, qu'ils utilisent ici, comme en bien d'autres occasions dans le débat public relève du sophisme: ils renversent le sens des mots contre leur signification originale, ce qui leur permet d'accuser leurs adversaires (leurs ennemis en fait) en retournant contre eux ces mots.

Sans aller jusqu'à ces formes extrêmes, le communautarisme et les thématiques identitaires gagnent du terrain. Le projet républicain peut-il vraiment se passer d'un socle identitaire minimal?

Je ne lierais pas l'idée républicaine ou le projet républicain à un «socle identitaire». En revanche, la République en France s'appuie nécessairement sur une culture commune. Mais cette culture n'est pas une essence. Elle ne vient pas comme ça, nécessairement et mécaniquement du passé. Elle est à la fois un héritage, composite et complexe, et une construction permanente, au-delà des aléas de l'Histoire et des ruptures.

Péguy a trouvé à mes yeux la formule parfaite pour décrire cette articulation entre le projet politique et le substrat culturel : « La République, une et indivisible, c'est notre Royaume de France ».

La France est un édifice sans cesse en construction. Son principe étant qu'il faut en accepter le schéma général pour pouvoir y contribuer, y apporter son originalité propre, sa spécificité, son identité si vous voulez. C'est parce qu'on contribue à un ensemble dans lequel on s'inscrit pleinement, en acceptant ce qu'il a été dans le passé, en héritant à son tour de ce passé, qu'on peut contribuer à son évolution.

C'est le sens du lien si particulier entre souveraineté et identité en France. Un lien différent dans d'autres pays. Un lien irréductible à d'autres. C'est pour cela précisément que le projet européen a tant de mal à s'ancrer dans les vieilles nations européennes. C'est aussi pour cela qu'il est tellement ridicule d'arguer de tel ou tel autre modèle, étranger, pour inspirer au fond telle évolution ou telle réforme du nôtre. On peut se comparer, on peut échanger, on peut aller vers les autres... mais en restant nous-mêmes. Fiers de ce que nous sommes, conscients aussi de nos limites et de nos difficultés.

Aux États-Unis, des «colocs» étudiantes sont réservées aux «noirs» et une pétition a circulé dans la prestigieuse université de Yale pour décoloniser la littérature et y retirer les auteurs blancs. Ceci participe-t-il au même mouvement?

Aux États-Unis, le fait communautaire est très puissant, ancré dans la vie sociale. C'est dû à la manière dont s'est construit le pays et à une conception libérale, profonde, des relations entre individus et communautés. Cela n'empêche pas par ailleurs un véritable patriotisme américain et l'amour de la Nation.

Depuis les années 1970, des groupes, associations, mouvements... fondés sur telle ou telle appartenance, à partir d'un critère identitaire (sexe, race, orientation sexuelle...), revendiquent au nom du caractère «minoritaire» de ce critère dans la société américaine des changements de politique publique: discrimination positive, adaptation du curriculum des études aussi bien dans le secondaire qu'à l'université, reconnaissance historique de préjudices et indemnisations, etc. L'idée fondamentale est celle d'un rééquilibrage identitaire par rapport au profil dominant historiquement, économiquement, culturellement... du mâle blanc hétérosexuel. Cela devant passer non seulement par des droits égaux mais par une reconnaissance spécifique de l'identité de chacun au nom de sa légitimité propre (ex.: «*black is beautiful*»).

D'où les demandes de non-mixité des groupes, de mise en avant des membres de ces minorités dans l'histoire, la littérature, les découvertes scientifiques... Avec des résultats contrastés. Cela a permis souvent de redonner tout leur rôle et leur lustre à tel personnage historique ou tel auteur mais aussi parfois de favoriser des personnages et auteurs moins importants dont la plus grande vertu n'est pas l'action ou l'œuvre mais le simple fait d'appartenir à telle ou telle minorité. En tout cas, cela a pu être utile même si c'est parfois assez caricatural.

Agir en fonction de critères raciaux. Réécrire l'histoire ou la littérature pour des raisons idéologiques. Comment expliquez-vous que cette gauche décoloniale soit comme un miroir inversé de l'extrême-droite?

Il y a bien un côté miroir inversé de l'extrême-droite identitaire dans certaines revendications et chez certains activistes ou intellectuels de ce mouvement «décolonial». Ils partagent l'idée qu'il y aurait une essence dans l'identité de chacun, ce sont des essentialistes. C'est-à-dire que l'on ne pourrait quelle que soit sa volonté, son désir, son travail, son œuvre... se détacher de ce que l'on est en raison de sa naissance. Cette idée essentialiste est aussi profondément contradictoire avec le métissage et la possibilité d'emprunter à plusieurs cultures, de jongler avec les différents critères de l'identité qui nous composent, tous, selon les situations, les moments de la vie.

C'est ce qui me paraît le plus dangereux, le plus destructeur de l'humanité de l'Homme précisément. Et c'est pour cela me semble-t-il, qu'il faut combattre ces tentations identitaires avec la plus grande fermeté. Les

combattre idéologiquement et politiquement.